

J'aimerais maintenant traiter brièvement du bilan économique du gouvernement actuel. Pour ce qui est de l'inflation, nous nous classons au deuxième rang. L'Italie est le seul pays où l'inflation est plus élevée qu'au Canada depuis 12 mois. Quant au chômage, nous sommes au troisième rang avec un taux de 7.3 p. 100. Nous ne menons pas non plus en matière de croissance; nous nous classons cinquième avec une croissance nulle pour les 12 derniers mois.

Notre pays est aux prises avec des problèmes économiques qui doivent être résolus avant trois mois. Voilà ce qui doit occuper les pensées des députés d'en face pendant les vacances. Ils doivent consulter leurs experts. Il faut espérer qu'ils consulteront également des gens du secteur privé qui comprennent ce qui se passe dans le monde réel d'aujourd'hui. Il faut espérer qu'il reviendront avec des idées nouvelles et des solutions novatrices aux problèmes qui nous assaillent.

Je voudrais me référer à un document que j'ai devant moi. On y dit: «Le Programme énergétique national sera un succès.» C'est une plaisanterie. Puis: «Il contribuera à accroître les approvisionnements pétroliers et gaziers.» Permettez-moi de demander aux députés d'en face comment les approvisionnements pourraient augmenter avec l'interruption des travaux de Cold Lake, l'interruption possible du projet Alsands d'ici quelques mois ainsi que la fermeture de puits auxiliaires à cause de la taxe à la production. Comment ces événements vont-ils contribuer à accroître les approvisionnements?

Je voudrais mentionner un autre propos contenu dans ce document. On y dit que la croissance rapide et les recettes élevées du secteur pétrolier et gazier continueront de faire l'envie de tous les autres grands secteurs industriels au Canada. C'est insensé. Voilà sans doute ce qui explique que les investisseurs cherchent à investir ailleurs. C'est pourquoi les sociétés américaines vendent leurs installations et ramènent leurs capitaux aux États-Unis.

M. Peterson: Allons donc!

M. Wilson: Je suis certain que le député de Willowdale (M. Peterson) sera capable d'expliquer à ses anciens clients à quel point les sociétés envient le projet de Cold Lake et comment il se fait qu'Imperial Oil doive abandonner temporairement ce projet parce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre de l'énergie de l'Alberta sont incapables de s'entendre.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: En 16 mois, notre politique énergétique ne nous a valu que des échecs. Je voudrais vous en parler. En 16 mois, nous n'avons pas réussi à nous entendre avec la Saskatchewan, la Colombie-Britannique ni l'Alberta. Depuis 16 mois, les derricks quittent le pays; à la fin d'août, 40 p. 100 des derricks seront disparus. Depuis 16 mois, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne fait rien. Il nous dit qu'il négocie. Nous savons pourtant tous que c'est une farce. Il ne tient pas du tout à conclure d'entente; il veut lever des impôts, comme il l'a fait en octobre dernier. Je vous le dis, monsieur l'Orateur, il va recommencer. Depuis 16 mois, le gouvernement n'a pas réussi à nous libérer un tant soit peu de notre trop grande dépendance à l'égard des importations de pétrole du Moyen-Orient. Le plus gros échec que nous ayons connu pendant ces 16 mois est survenu il y a à peine deux semaines. L'attitude du ministre m'a tout simplement sidéré...

Congé d'été

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est expiré.

M. Al MacBain (Niagara Falls): Monsieur l'Orateur, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat d'ajournement. La question des postes est désormais entre les mains du médiateur. La question du cartel de l'uranium est du ressort des tribunaux. La meilleure attitude à adopter est donc de ne plus nous en mêler pour le moment. Laissons donc les députés regagner leur circonscription pour rencontrer leurs électeurs afin de déterminer quelles positions ils devront adopter sur différentes questions quand ils reviendront siéger cet automne.

J'ai sous la main le rapport du comité spécial de l'énergie de remplacement du pétrole. C'est un excellent rapport rédigé par les députés de tous les partis qui ont fait partie de ce comité. Je suis très fier de chacun d'eux. En montrant aux députés ce rapport ce soir, j'espère qu'ils l'emporteront chez eux et le liront durant le congé d'été, s'ils ne l'ont déjà fait. J'espère que le public demandera aux députés des exemplaires de ce rapport, quelle que soit leur appartenance politique.

Je voudrais faire allusion à deux membres de ce comité. Ce n'était pas des députés libéraux. Le député de Bruce-Grey (M. Gurbin), qui était à la Chambre il y a quelques instants a fait bénéficier le comité de son expérience considérable en matière scientifique.

Des voix: Bravo!

M. MacBain: Le président, le député de Pontiac-Gatineau-Labelle (M. Lefebvre) était très fier de lui et de tous les membres du comité. Je tiens à mentionner un autre membre du comité, le député de Mission-Port Moody (M. Rose). Quand je suis venu au comité, je m'intéressais davantage à l'offre qu'à l'économie ou à la demande. D'après mon expérience, je croyais que nous pouvions tout faire au Canada et dans le monde, non seulement en matière d'énergie, mais dans tout ce à quoi nous déciderions de nous appliquer. Dès le départ, le député de Mission-Port Moody, avec éloquence et beaucoup de respect, a fait comprendre à notre président et à tous les membres du comité l'importance de l'économie et de la demande dans le contexte énergétique du Canada et du monde.

Je voudrais ce soir donner une vue d'ensemble de la situation énergétique sans entrer dans les détails, car à cette heure-ci, si près de l'ajournement, je sais que les députés veulent qu'on leur épargne les détails. Cependant, permettez-moi de dire qu'à mon avis nous devons tous reconnaître que l'énergie est l'âme d'une société moderne.

● (2110)

Je dis à tous les députés qui sont ici, quel que soit leur parti, que si jamais il y a pénurie d'énergie, notre population en tiendra le gouvernement national pour responsable. Elle ne s'en prendra pas aux gouvernements provinciaux. Je dis en toute sincérité, à tous les députés, que nous devons en être conscients. Le gouvernement du pays a la responsabilité de fournir de l'énergie en abondance, à un prix acceptable. Cela dit, j'insiste encore sur la grande importance de la conservation. C'est ce qui a fait l'objet des principales recommandations de notre comité.